

Le ministre du Revenu national, qui est aussi le président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, réalisant son erreur, paniquant devant la possibilité que ces formulaires-là soient entre les mains des Canadiens avant même que le Parlement ait sanctionné cette proposition législative, en faisant figure de vierge offensée, aujourd'hui, à la Chambre des communes, nous demande, nous supplie presque à genoux d'appuyer cette motion de clôture, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

● (1550)

Alors ce n'est certainement pas à nous, de l'opposition, de réparer les erreurs, faire notre *mea-culpa* pour l'ignorance du gouvernement. On a déjà dit que c'était un gouvernement néophyte, un gouvernement étudiant; il est évident que cela paraît, et cela paraît de plus en plus. Et plus il étudie, plus l'économie s'embourbe, plus ce pays se «cale», pas seulement dans les questions d'administration économique, mais aussi dans celles qui concernent l'approvisionnement en pétrole et tout le reste.

La liste est trop longue et trop triste pour que je la répète aujourd'hui, mais il est évident qu'avec un appui populaire de seulement 28 p. 100, ce gouvernement-là réalise enfin qu'il est dans l'embarras par-dessus la tête. Ce qu'on nous propose aujourd'hui, c'est une opération *rescue*, une opération de rechapage. On veut faire un pneu neuf avec du vieux caoutchouc. Le gouvernement n'a pas six mois d'existence, il est déjà crevé, et on veut blâmer l'opposition de son ineptie et son incompétence. Cela dépasse l'imagination. L'opinion publique est trouble, avec raison d'ailleurs.

Je pourrais citer de nombreux articles de journaux et de nombreux économistes qui s'alarment justement devant l'entêtement de ce gouvernement à passer outre aux vues de l'opinion publique pour forcer le Parlement à avaler tout rond une mesure mal cuite, indigeste et qui aura sûrement des répercussions sur l'économie et sur les Canadiens pour les années à venir. C'est pour cela que, non contents de blâmer cette mesure, nous avons avancé des propositions concrètes pour l'améliorer.

La motion de clôture aujourd'hui vise justement à empêcher l'opposition officielle de présenter ses propositions d'amendement constructives, qui visent à donner à tous les Canadiens une part juste, égale, du bien public. Le président du Conseil privé (M. Baker), ce grand réformateur des procédures parlementaires, qui nous a présenté il y a à peine quelques semaines un Livre blanc, se cache maintenant sous les jupes de la reine, sous les hardes du pouvoir, pour essayer de «gargouiller» et d'étouffer l'opposition, pour l'empêcher de faire son juste devoir ici au nom des électeurs.

Monsieur l'Orateur, le ministre du Revenu national (M. Baker) est dans l'embarras et c'est le président du Conseil privé qui essaye de l'en sortir. Je n'ai jamais vu une situation aussi odieuse de ma vie parce que c'est une situation créée par un seul homme, avec l'appui de son gouvernement et l'assentiment de ses collègues du Cabinet. Ayant perdu tout le reste ainsi que la face devant l'électorat canadien, ils essaient de sauver les loques, les restes, les guenilles de leurs promesses

Attribution de temps

électorales. Ce n'est rien d'autre que cela, monsieur le président.

Le premier ministre n'a même pas confiance en son ministre des Finances (M. Crosbie): il a quitté la Chambre cet après-midi, il n'a même pas voulu y rester pour écouter le fou du roi qui se divertit à amuser ses collègues qui l'applaudissent tonnerre à tout défaire, monsieur le président. Le premier ministre est allé dans son bureau pleurer sa défaveur face à l'opinion publique exprimée plus tôt cette semaine. Jamais on n'aura vu dans les annales du Parlement canadien un comportement aussi honteux que celui du ministre des Finances actuel! Jamais je n'ai vu pareille scène! Des farces avec tout. Que l'on fasse des farces sur l'opposition, sur l'ancien gouvernement comme on se plaît à le dire, cela va, mais que l'on rie de la situation économique actuelle, qu'on en profite pour faire des farces, pour tourner cela en rigolo, ça c'est le summum de l'incompétence du gouvernement.

M. La Salle: Vous avez été 16 ans au pouvoir!

M. Corbin: Il paraît, monsieur le président, que le ministre du patronage a l'intention de dire quelque chose. S'il en est ainsi, je reprendrai mon siège volontiers pour lui donner mon temps de parole. S'il veut faire du patronage, qu'il en fasse et vite à part de cela, et qu'il voie à ce que le premier ministre, qui a promis le prolongement d'une piste d'aéroport de 4,000 à 6,000 pieds, tienne sa promesse, et «au plus sacrant» à part de cela.

M. La Salle: Je ne vois pas cela.

M. Corbin: Parce que c'est à peu près la seule promesse jusqu'à maintenant qui n'ait pas subi de test. Après celle-ci, c'est la seule qui reste de toutes ses promesses électorales. Chez moi, dans le fief de Madawaska-Victoria . . .

M. La Salle: Pourquoi ne l'avez-vous pas fait vous-même?

M. Corbin: Pourquoi je ne l'ai pas fait? Je vais le dire à . . .

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! J'inviterais l'honorable député à revenir au sujet en cause.

M. Corbin: Du consentement unanime de la Chambre, monsieur le président, je pourrais continuer.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! L'honorable député a encore une minute à lui s'il veut continuer. Je lui rappelais seulement que ce qu'il discutait n'avait rien à voir avec la motion qui est à l'étude actuellement, c'est tout.

M. Corbin: Monsieur le président, je reconnais votre impartialité et votre objectivité comme toujours. Le ministre des Approvisionnements et du patronage, monsieur le président, a demandé pourquoi je n'avais pas fait les 4,000 pieds. On les a faits les 4,000 pieds. On était en train de mettre en marche au moment des élections le mécanisme pour prolonger la piste à 6,000 pieds. Et mon gouvernement et le premier ministre actuel ont promis de prolonger cette piste, monsieur le président. Pour revenir à la motion . . .